

ELECTIONS PRESIDENTELLES D'AOUT 2017 AU KENYA: LA VIOLENCE EST INEVITABLE SI RIEN N'EST FAIT



Les supporters de la coalition *National Super Alliance* (NASA) lors de la marche de soutien au candidat de l'opposition Raila Odinga aux présidentielles d'août 2017 à la place Uhuru Park de Nairobi.

Depuis près de trois mois, le Centre pour la Paix, la Gouvernance Démocratique et le Développement (CPDG) suit de très près l'évolution de la situation politique au Kenya au lendemain des élections présidentielles d'août 2018. Contrairement à ce qui se passe au Rwanda voisin, qui connaît les préparatifs d'élections dans le calme et sécurité totale, la situation politique au Kenya est plutôt tendue, nourrie de tensions politiques entre la coalition de l'opposition représentée par Raila Odinga et la classe politique de la mouvance présidentielle dirigée par le Président sortant Uhuru Kenyatta. Ce qui inquiète le plus, c'est le ralliement à ces deux groupes de communautés ethniques historiquement antagoniques, si l'on considère les violences ethniques consécutives aux élections de 2007. Ce qui est grave, ce sont les discours de haine et extrémistes entretenus par la classe politique des deux camps, ce qui présage le regain de violences au moment même des élections, ce qui peut être fatal si rien n'est fait pour prévenir cela. Le CPDG présente ici les témoignages issus des sources sûres pour alerter la communauté internationale de ce qui se trame au Kenya et prendre les mesures qui s'imposent pour éviter un bain de sang dans ce pays de l'Afrique de l'Est.

Comme le raconte Thomas Mukonya à Reuters : au fur et à mesure que les bus appelés Matatu font des navettes au cœur de Nairobi et passent l'un l'autre sur River Road à la fin d'une journée de travail, certains jeunes hommes achètent des machettes dans une quincaillerie avant d'embarquer dans un autobus. Ces machettes ne servent pas à nettoyer la brousse ou à faire des terrains de campement ni à couper du bois de chauffage. Peter Mwangi, qui gère un magasin d'électronique à Nairobi, s'arme aussi pour prévenir en cas de chaos électoral. "Je sais qu'il y aura de la violence. Je dois me préparer", dit Mwangi, tenant un couteau géant. "Lors des élections de 2007, nous n'étions pas préparés. Nous avons été attaqués, et j'ai perdu certains de mes proches. Mais cette fois, cela n'arrivera pas." Mwangi dit que son magasin a été pillé lors de la violence en 2007, suite à l'élection du président kenyan Mwai Kibaki, accusé par l'opposition de prendre le pouvoir par la fraude électorale. A ce moment, plus de 1 300 personnes ont été tuées et environ 600 000 ont été déplacées de leurs maisons.

Lorsque la campagne a débuté entre le président sortant Uhuru Kenyatta et le leader de l'opposition Raila Odinga, la situation comparable avec celle de 2007 a été plus que visible. Maintenant, beaucoup de soupçons pèsent sur les agents électoraux selon lesquels ils ne seront pas impartiaux. La commission électorale et les tribunaux ont perdu de la crédibilité aux yeux de beaucoup des membres de l'opposition depuis 2013, lorsque la Cour suprême a confirmé l'élection d'Uhuru Kenyatta en tant que président, malgré les allégations de fraude. Pour cette fois, "Nous allons gagner cette élection très tôt dans la matinée", explique Kennedy Oluoch, qui prévoit de voter pour Odinga. "Nous avons suffisamment de membres pour battre le parti au pouvoir. S'ils essaient de forcer la victoire à nouveau, comme ils l'ont fait en 2013, le Kenya va brûler. Le pays est polarisé selon des appartenances ethniques. Le parti au pouvoir est déterminé à gagner un deuxième mandat, tandis que l'opposition dit qu'elle voit des signes de plans de fraude électorale et parie de ne pas accepter une élection volée. "L'opposition perdra terriblement cette élection et recourra à la violence", dit Mwangi, qui vient de la tribu de Uhuru Kenyatta du parti au pouvoir.

"Mais nous ne les tolérons pas pour troubler notre paix et attaquer d'autres tribus. Nous allons riposter s'ils tentent de nous attaquer. "

Le rapport que le Conseil de sécurité nationale du Kenya a présenté au Parlement l'année dernière a averti que les armes circulent dans le pays, y compris des armes à feu, des machettes et des lances. "On estime qu'il y a entre 580 000 et 650 000 armes illicites qui circulent dans le pays qui seront utilisées pour perpétuer le conflit, posant de plus en plus de conséquences sérieuses sur le plan socioéconomique, politique et de sécurité dans tout le pays", dit le rapport. Dans un autre rapport publié cette année, Le Conseil de sécurité nationale a averti que les politiciens forment des milices pour se protéger, pour s'assurer la victoire et causer des problèmes aux adversaires.

"L'augmentation de la tension politique en vue des élections générales de 2017 a vu la résurgence des bandes criminelles, des groupes de pressions politiques et des milices", déclare le rapport. Les partis politiques du Kenya ont tenu leurs primaires pour sélectionner des candidats devant les représenter lors des élections générales d'août 2017. Déjà, les problèmes observés dans les primaires ont ravivé les mauvais souvenirs de 2007. Sept personnes ont été tuées dans la violence politique jusqu'à présent. Dans un incident, des hommes armés de machettes et de bois ont attaqué des officiels du parti au pouvoir et les ont accusés de planifier la fraude électorale. La police a ensuite arrêté 17 personnes et a montré les armes qu'ils avaient confisquées de ces criminels.

« Je vois le chaos, le conflit et le sang dans les prochaines élections générales d'une ampleur inouïe dans l'histoire électorale kenyane », déclare Nazlin Umar Rajput, analyste politique basé à Nairobi et président du Conseil national musulman du Kenya. "La violence et le chaos qui s'étaient manifestés lors des primaires à l'échelle du pays sont clairement indicatifs de cette situation". Cette nation d'Afrique de l'Est ne vote pas sur base de projets de société des partis politiques ou des candidats, mais surtout selon des lignes ethniques. Selon le Bureau national des statistiques du Kenya, les plus grands groupes ethniques autochtones sont les Kikuyu (6,6 millions), les Luhya (5,3 millions), les Kalenjin (5 millions), les Luo (4 millions) et les Kamba (3,9 millions). Ils votent selon les prescriptions de leurs rois tribaux, et les partis politiques ont formé des alliances basées sur des tribus. Les Kikuyu et les Kalenjin soutiennent l'Alliance jubilaire de Kenyatta et son adjoint William Ruto. L'Alliance nationale de l'opposition est une union de tribus dirigée par Raila Odinga, un Luo de l'ouest du Kenya, Musalia Mudavadi, Luhya de l'ouest du Kenya et Kalonzo Musyoka de la tribu de Kamba. "Il n'y aura pas de paix au Kenya sans Raila en tant que Président", dit Oluoch, un Luo, tenant un portrait d'Odinga. « Ils n'ont aucun moyen de gagner cette élection avec seulement deux tribus ». Les analystes politiques disent que l'ethnicité en soi n'a jamais été le problème au Kenya. Mais « les politiciens mal intentionnés et avides de pouvoir exploitent les émotions de leurs communautés négligées et appauvries » et utilisent l'ethnicité pour rassembler leurs partisans, affirme Rajput. Les leaders d'opposition provenant des 43 tribus du Kenya ont accusé le gouvernement actuel de corruption et d'augmentation des prix des produits de base. Par rapport à la situation d'il y a seulement deux mois, ils disent que les familles dépensent le double de l'argent sur les produits de base, comme les légumes, la farine de maïs, le sucre, le lait, l'électricité et même le loyer. L'inflation a atteint un sommet il y a quatre ans, passant de moins de 7 % à 9 % en février

2017 en raison de la hausse rapide des prix des aliments et du carburant, selon le Bureau national des statistiques. Mais il est peu probable que cette situation difficile l'emporte sur les alliances tribales. Selon les analystes, huit politiciens des deux coalitions ont été arrêtés et accusés de discours de haine et incitation à la violence. La Commission nationale de la cohésion et de l'intégration, un organisme indépendant financé par le gouvernement dont le mandat est de réprimer les discours de haine, a recommandé la poursuite de 17 personnes, ce qui a donné lieu à trois condamnations. La commission a également déclaré que, comme dans la violence de 2007, certaines stations de radio propagent ouvertement la haine ethnique. "Nous sommes extrêmement préoccupés par ce qui se passe", a déclaré Francis Kaparo, président de la commission, lors d'une conférence de presse. "Nous appelons à des campagnes pacifiques avant les élections d'août 2017." Uhuru Kenyatta a accusé le chef de l'opposition d'essayer de profiter de la violence. En 2007, Odinga a été nommé premier ministre dans un gouvernement de coalition avec Kibaki après la pression internationale pour mettre fin à la violence. "Raila a de nouveau commencé à inciter les Kenyans, comme il l'a fait en 2007", a déclaré Uhuru Kenyatta lors d'un récent rassemblement. "Il était le seul qui a enflammé les flammes qui ont incendié le Kenya en 2007, quand il a promu la politique de ce qu'il a appelé 40 tribus contre une. Maintenant, il parle de 40 contre deux. Raila et sa coalition nous ramènent au chaos, a déclaré le Président sortant Uhuru Kenyatta. Les Kenyans ne sont pas prêts à entrer dans le chaos à nouveau à cause de la politique ". Mais Raila Odinga a rejeté cette accusation, accusant Uhuru Kenyatta et ses alliés pour la violence de 2007. La Cour pénale internationale de La Haye a enquêté sur des allégations contre Uhuru Kenyatta et son adjoint, William Ruto, pour avoir provoqué la violence en 2007, mais « Le désespoir d'Uhuru Kenyatta est compréhensible, car il cherche quelque chose d'accuser l'opposition pour redynamiser son alliance", a déclaré Odinga dans un communiqué. Indépendamment de qui on doit blâmer des deux classes politiques kenyanes, comme dit E. Mwangi, l'électeur achetant une machette, croit que personne ne peut arrêter la violence. "Je sais que Raila Odinga ne peut pas accepter la défaite électorale", dit-il. "Cela entraînera la violence entre sa tribu et la nôtre. Mais nous sommes prêts pour cela".

Compte tenu de ce démon ethnique et des discours de haine entretenus par les hommes politiques du Kenya, opposition et mouvance présidentielle pour leurs intérêts politiques égoïstes, il est plus que temps que la communauté régionale d'Afrique de l'Est, l'Union africaine et les Nations Unies prennent leurs responsabilités devant le risque de boucherie humaine qui se trame à l'horizon des élections générales du 8 août 2017 au Kenya.

Dr Pierre Damien HABUMUREMYI

Président du Centre pour la Paix, la Gouvernance Démocratique et le Développement.